

la restriction au crédit et aux impôts dont toute la nation a bénéficié puisque le coût de la vie a baissé. Maintenant que nous avons freiné avec succès l'inflation provoquée par les hostilités en Corée, j'estime que le Gouvernement, dans le dernier budget, a tenté un effort très considérable en vue d'intensifier l'embauchage et la prospérité en levant les restrictions qu'il avait dû imposer il y a un an.

C'est avec ces pensées, monsieur le président, que je rappelle aux honorables députés que le Gouvernement, qui ne s'est pas laissé entraîner à d'énormes travaux publics au moment inopportun, qui n'a pas eu recours à la réglementation et au rationnement en temps inopportun, a su, grâce à son bon jugement et à son programme de financement au fur et à mesure, créer la prospérité dont nous jouissons au pays. Je tiens à dire à la Chambre que nous apprécions à sa valeur le travail accompli par le ministre du Commerce lorsqu'il nous dit que sous un gouvernement libéral nous avons écoulé, l'an dernier, aux prix les plus hauts tous les produits que nous avons. Je tiens à lui rendre cet hommage.

M. Coldwell: Je prends la parole sur un fait personnel, monsieur le président. Je crois comprendre qu'en mon absence de la Chambre l'honorable député a dit que, selon moi la guerre était une bonne chose. Je ne sais pas comment on peut prêter une telle interprétation à tout ce que j'ai pu dire. Je crois, au contraire, que c'est un mal abominable, qui met gravement en danger le commerce paisible mondial.

M. Hosking: J'ai dit que l'honorable député a dit que la guerre avait créé la prospérité et que le ministre du Commerce ne devait pas s'en attribuer le mérite.

M. Coldwell: C'est là dénaturer ce que j'ai dit.

M. Thatcher: N'est-il pas six heures, monsieur le président?

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

M. Thatcher: Monsieur le président, nous avons entendu, cet après-midi, le ministre du Commerce nous tenir un autre de ses discours caractéristiques, pleins d'optimisme, sur le commerce. Je suppose, d'ailleurs, que la plupart des Canadiens se sentent assez remontés d'entendre l'optimisme du ministre; mais je crois que cet après-midi il l'a poussé trop

[M. Hosking.]

loin. Il a accusé le député de Brant-Wentworth de défigurer les faits, lorsque celui-ci a déclaré que nos débouchés anglais étaient en train de disparaître. Je m'en voudrais d'accuser ce soir le ministre du Commerce d'avoir défiguré les faits, mais je l'accuserais, certes, d'avoir prononcé, cet après-midi, de graves inexactitudes et des déclarations fallacieuses. J'appelle l'attention du comité sur deux ou trois affirmations qu'il a faites cet après-midi. Il a déclaré, entre autre, qu'au cours des douze derniers mois nous avons vendu à l'Angleterre plus que jamais au cours de notre histoire, pendant les années de guerre ou de paix. Je prie les députés d'examiner à nouveau cette déclaration. Quels sont les faits? J'ai en main une publication du Bureau fédéral de la statistique, qui, je crois relève du ministre. Le document est intitulé "Balance canadienne des paiements internationaux pour 1951". A la page 13, on trouve un état des exportations du Canada au Royaume-Uni de 1948 à 1951. En 1951, année dont parle le ministre, le Canada a exporté à la Grande-Bretagne des marchandises d'une valeur de 631 millions. Ce chiffre est censé être le plus élevé jusqu'ici; cependant, dans une autre colonne je constate qu'en 1948 la valeur de nos exportations à la Grande-Bretagne s'élevait à 686 millions, valeur qui atteignait même 705 millions en 1949. Je soutiens donc que l'affirmation que le ministre a formulée à ce sujet cet après-midi était très inexacte. Cet après-midi, il a déclaré en outre que nous n'avions pas perdu notre marché d'exportation britannique, mais que notre commerce d'exportation avec ce pays s'était accru de 37 p. 100 comparativement à l'année précédente. Le ministre avait raison si l'on prend les choses au sens strict. Nos exportations ont dépassé de 37 p. 100 celles de 1950, mais le ministre n'a pas signalé au comité qu'elles avaient de beaucoup diminué par comparaison avec 1948 et surtout avec 1949. Je soutiens donc que son affirmation n'était pas strictement exacte. Le ministre a ajouté que le Canada a trouvé des débouchés pour tous ses produits. J'aurais été fort heureux que des producteurs de pommes de la Nouvelle-Écosse fussent ici cet après-midi pour entendre le ministre formuler cette déclaration. L'honorable représentant de Cap-Breton-Sud m'a dit cet après-midi qu'on verse aux producteurs de pommes de sa région \$5 pour chaque pommer qu'ils déracinent parce qu'on ne peut trouver de débouchés pour leurs pommes.

J'ai ici les crédits supplémentaires adoptés par la Chambre le 31 mars, et j'y trouve, au poste 568, 1.2 million de dollars pour fournir de l'aide aux producteurs de pommes de